

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Prouvy, le 05/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ACK Plastiques

21 rue Jean Jaurès
59730 Briastre

Références : 2024-V1-408

Code AIOT : 0007002481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/09/2024 dans l'établissement ACK Plastiques implanté 21, rue Jean Jaurès 59730 Briastre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACK Plastiques
- 21, rue Jean Jaurès 59730 Briastre
- Code AIOT : 0007002481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société est autorisée par arrêté préfectoral du 23 juin 2004 modifié pour l'exploitation d'une usine de régénération de matières plastiques. Le site est autorisé pour les rubriques 2791 (installation de traitement de déchets) et 2661-1-b (transformation de polymères).

L'activité consiste à régénérer des matières plastiques. Celles-ci arrivent sous forme de balles, de blocs,... La matière est ensuite déchetée et broyée. Les produits obtenus passent ensuite sur des extrudeuses pour obtenir un produit final sous forme de granulés.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 5.3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 5.5.1	Demande d'action corrective	Sans délai
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 5.5.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 24/06/2004, article 6.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
6	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/06/2004, article 9.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
7	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 12.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Conséquence des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
11	bruit - AM du 23/01/1997	Arrêté Ministériel du 23/06/1997, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
12	Comptabilité - autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 31	Demande d'action corrective	3 mois
13	Rejet des installations d'extrusion	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
14	Gestion des déchets réceptionnés	AP Complémentaire du 16/05/2019, article 6	Mise en demeure	3 mois
15	activités autorisées	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 1.1	Demande d'action corrective	1 mois
16	Installation de stockage de déchets	Code de l'environnement , article R. 511-9	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 4.3	Sans objet
9	Mesures périodiques	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 26	Sans objet
10	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit s'astreindre à prendre en compte les prescriptions de ses arrêtés préfectoraux et les respecter, notamment concernant l'acceptation des déchets sur son site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit relevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.
Constats : La vérification n'a pas porté sur le dispositif totaliseur. La vérification a porté sur les relevés des années 2023 et 2024. L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection son registre informatique de relevé hebdomadaire de compteur des années 2023 et 2024 (jusqu'au 02/09/2024). Au vu des consommations du site inférieures à 100 m ³ /semaine, donc inférieures à 100 m ³ /jour, l'exploitant doit relever le compteur à une fréquence hebdomadaire. La fréquence du relevé du compteur est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à

la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan tenu à la disposition de l'Inspection n'intègre pas tout le site et ne permet pas de distinguer les limites de propriété. De plus, l'exploitant a indiqué que l'emplacement du séparateur d'hydrocarbures au niveau du point de prélèvement 1 des eaux pluviales était erroné. Les eaux sanitaires ne sont pas représentées. <u>Fait avec suite n° 1 : L'exploitant complètera et modifiera le cas échéant son plan des réseaux et égouts sous un délai maximal de 3 mois.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 5.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Capacités de rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitements des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 800 litres ...
Constats : Seule la présence des rétentions a été vérifiée, pas le volume de celles-ci. Lors de la visite, des produits liquides (autres que de l'eau de pluie ou déminéralisée) étaient présents dans l'atelier 9 et dans le local « cuve à gasoil ».
<u>Fait avec suite n° 2 : Dans le local « cuve à gasoil », un bidon métallique contenant de l'huile n'était pas associé à une rétention. L'exploitant l'associera à une rétention sans délai. L'exploitant fournira à l'inspection le justificatif correspondant.</u>



Dans l'atelier 9, les produits liquides étaient associés à des rétentions.



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : sans délai

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 5.5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention – aires

Prescription contrôlée :

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une (des) rétention(s) d'un volume minimal de 60 m³ qui devra (devront) être maintenue(s) vidée(s) dès qu'elle(s) aura (auront) été utilisée(s). Son (leur) niveau sera mesuré en continu, l'indication étant reportée en salle de contrôle ; sa (leur) vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son (des) contenu. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

Constats :

Le site se fait livrer en camion citerne pour du gasoil. Or, le site ne dispose pas d'aire de déchargement de véhicule citerne.

Fait avec suite n° 3 : Le site ne dispose pas d'aire de déchargement pour ses livraisons de gasoil. L'exploitant doit mettre en conformité son installation et le justifiera auprès de l'Inspection sous un délai maximal de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/06/2004, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement. Le volume minimal de ce bassin est de 290 m³ (la cave). Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande. Afin d'éviter toute pollution accidentelle de la Selle, des systèmes de vannages sont mis en place sur le réseau d'assainissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les eaux d'un éventuel incendie seraient confinées dans la cave.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le volume pouvant être confiné était de 420 m³ (35 x 8 x 1,5).</p> <p>Or, lors de la visite, au vu de la configuration de la cave, l'Inspection n'a pas pu calculer le volume précis de confinement de cette zone.</p> <div style="display: flex; align-items: flex-start;"> <div style="flex: 1;">  </div> <div style="flex: 1; padding-left: 20px;"> <p>En effet, des zones en pente sont présentes aux 2 accès de la cave et le sol de celle-ci semble en pente. De plus, du stockage en rack est présent à partir de 50 cm de hauteur.</p> <p>Aussi, le volume pouvant être confiné dans cette zone serait de l'ordre de 98 à 156,8 m³ en fonction de la pente au sol. (la longueur de 35 m et la largeur de 8 m sont des données fournies par l'exploitant).</p> </div> </div> <div style="display: flex; margin-top: 20px;">   </div>

Fait avec suite n° 4 : Le volume de confinement des eaux incendie est insuffisant.

Observation n° 1 : L'exploitant fournira un plan en coupe de la cave avec indication des dimensions et le détail du calcul du volume de celle-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2004, article 9.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les rejets de l'émissaire 3 ne doivent pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	METHODES DE REFERENCE
MeS	35	NF EN 872
Hydrocarbures totaux	5	NFT 90114
DCO	25	NFT 90101
DBO ₅	5	NFT 90103
pH	entre 6,5 et 8,5	

Constats :

Le rapport de l'APAVE du 2/08/2024 des prélèvements d'eaux pluviales du 16/06/2024 montre les résultats suivants :

Paramètre	point côté déchargement CONCENTRATION (en mg/l)	point côté chargement CONCENTRATION (en mg/l)
MES	14	128
Hydrocarbures totaux	0,33	0,3
DCO	10	149
DBO ₅	< 3	16
pH	7,6	8,3

Fait avec suite n° 5 : Les rejets au point de rejet d'eaux pluviales côté chargement ne respecte pas les valeurs limites autorisées. L'exploitant mettra en place les actions nécessaires pour respecter les valeurs limites et réalisera une nouvelle mesure démontrant le respect de celle-ci sous un délai maximal de 3 mois.

D'après le plan des réseaux tenu à la disposition par l'exploitant, 4 points de rejets d'eaux pluviales sont présents sur le site.

Observation n° 2 : L'exploitant confirmera ou non la présence de 4 points de rejet d'eaux pluviales sur le site. Si le site dispose effectivement de 4 points de rejets, l'exploitant réalisera sous un délai

<u>maximal de 3 mois les 2 points de rejets n'ayant pas fait l'objet d'un prélèvement pour analyse.</u>
<u>Fait avec suite n° 6 : L'arrêté d'autorisation du site prévoit un unique point de rejet d'eaux pluviales (rejet 1). L'exploitant déposera un rapport à connaissance sous un délai maximal de 3 mois pour informer le préfet des modifications sur ces points de rejets aqueux avec tous les éléments d'appréciation ou stoppera le rejet sur les points non autorisés par son arrêté d'autorisation. Le choix de l'exploitant sera fourni sous un délai maximal d'un mois.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois / 1 mois

N° 7 : Autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 12.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Émissaire 3 : Eaux pluviales. Un contrôle par an doit être effectué par l'exploitant pour vérifier le respect des paramètres prescrits à l'article 9.2.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection le rapport de l'APAVE du 2/08/2024 des prélèvements d'eaux pluviales du 16/06/2024 sur 2 points de rejet Ces mesures datent de moins d'un an.</p> <p>D'après le plan des réseaux tenu à la disposition par l'exploitant, 4 points de rejets d'eaux pluviales sont présents sur le site.</p> <p><u>Observation n° 2 (déjà énoncée) : L'exploitant confirmera ou non la présence de 4 points de rejet d'eaux pluviales sur le site.</u></p> <p><u>Fait avec suite n° 7 (déjà énoncé) : Si le site dispose effectivement de 4 points de rejets, l'exploitant réalisera sous un délai maximal de 3 mois les 2 points de rejets n'ayant pas fait l'objet d'un prélèvement pour analyse.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Conséquence des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Conséquences des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :</p> <p>- 1°) la toxicité et les effets des produits rejetés,</p>

<ul style="list-style-type: none"> - 2') leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel, - 3') la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux, - 4') les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre, - 5') les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution, - 6') les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses. Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de ce document.</p> <p><u>Fait avec suite n° 7 : L'exploitant réalisera ce document sous un délai maximal de 3 mois et le transmettra à l'Inspection.</u></p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Mesures périodiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans et dans les 3 mois qui suivent la mise en place de chaque phase du projet, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'Inspection des Installations Classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les deux mois suivant leur réalisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection le dernier rapport APAVE du 27/07/2021 de mesures de bruit réalisées du 18 au 21/06/2021.</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'APAVE a réalisé une campagne de mesures de bruit du 6 au 9/09/2024.</p> <p><u>Observation n° 3 : L'exploitant transmettra le rapport de mesure dès réception.</u></p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites

Prescription contrôlée :

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau et au plan en annexe 2 du présent arrêté qui fixent les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Point de mesure	Niveaux limites admissibles de bruit en dB (A)	
	Période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que dimanches et jours fériés
Point 3		
A l'arrêt	57,8	52,1
En exploitation	62,8	51,2

[...]

Constats :

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection le dernier rapport APAVE du 27/07/2021 de mesures de bruit réalisées du 18 au 21/06/2021.

Les résultats pour la limite de propriété sont les suivants :

Période	Point de mesure	Niveau de bruit mesuré
jour	3	57
nuît	3	48

Les mesures en limite de propriété sont conformes.

L'exploitant a indiqué que l'APAVE a réalisé une campagne de mesures de bruit du 6 au 9/09/2024.

Observation n° 3 (déjà énoncée) : L'exploitant transmettra le rapport de mesure dès réception.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : bruit - AM du 23/01/1997

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/06/1997, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, bruit

Prescription contrôlée :

[...]

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs

admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Constats :

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection le dernier rapport APAVE du 27/07/2021 de mesures de bruit réalisées du 18 au 21/06/2021.

Les résultats pour les zones à émergence réglementée sont les suivants :

Période	Point de mesure	Niveau résiduel	Niveau ambiant	Émergence	conformité
jour	1	41,5	44,5	3	oui
	2	44,5	44,5	0	oui
nuit	1	24,5	43	18,5	non
	2	29	37,5	8,5	non

Fait avec suite n° 8 : De gros dépassements d'émergence apparaissent en période de nuit. L'exploitant mettra en place les actions nécessaires pour réduire le bruit issu de son établissement sous un délai maximal de 3 mois.

L'exploitant a indiqué que l'APAVE a réalisé une campagne de mesures de bruit du 6 au 9/09/2024.

Observation n° 3 (déjà énoncée) : L'exploitant transmettra le rapport de mesure dès réception. L'exploitant intégrera les conclusions de ce rapport dans les actions à réaliser.

Il n'est pas proposé de suites administratives dans l'immédiat en l'attente des résultats de la nouvelle mesure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Comptabilité - autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Registre et bilan trimestriel des déchets

Prescription contrôlée :

Un registre est tenu conformément au modèle en annexe 3. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

[...]

Constats :

L'exploitant réalise un « registre » qui n'en est pas un. En effet, le document fournit apparaît comme un bilan mais sans toutes les informations requises.

Un courrier du 14/08/2024 a été adressé à l'exploitant pour lui rappeler les informations devant figurer à un registre de déchets, à savoir :

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée. »

Fait avec suite n° 9 : L'exploitant ne réalise pas un registre complet. L'exploitant réalisera un registre de déchets contenant toutes les informations requises de façon rétroactive depuis le

1/1/2024 sous un délai maximal de 3 mois et le fournira à l'inspection.

Observation n° 4 : Conformément aux articles R. 541-43 et 541-45 du code de l'environnement, si vous produisez des déchets dangereux, vous devrez utiliser la plateforme trackdechets (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Rejet des installations d'extrusion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, air

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Lorsque l'installation utilise un procédé de combustion, le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une même teneur en oxygène de référence égale à 3 % pour les combustibles gazeux et liquides, 6 % pour les combustibles liquides. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.

I. Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau suivant :

	Valeur limite d'émission	condition
Poussières	100 mg/Nm ³	
COVNM	110 mg/Nm ³ Flux maximal de 64.9 g/h Le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 30% de la quantité de COV utilisée	
COV de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	20 mg/Nm ³	Si le flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé dépasse 0,1 kg/h
Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68	2 mg/Nm ³	si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h

II. Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.

III L'exploitant réalise une mesure annuelle de ses rejets d'extrudeuses.

Les résultats doivent être transmis à l'Inspection dans le mois qui suit la réception des résultats.

Constats :

Le site dispose de 3 extrudeuses. Seule une extrudeuse a ses rejets qui sont canalisés.



Extrudeuse n°1 avec rejet non canalisé



Extrudeuse n°2 avec rejet canalisé



Extrudeuse n°3 avec rejet non canalisé

Fait avec suite n° 10 : L'exploitant captera et canalisera ses rejets des extrudeuses n° 1 et n° 3 sous un délai maximal d'un mois et un échéancier de travaux le cas échéant pour la canalisation de ceux-ci sous un délai maximal de 3 mois sauf à démontrer que cela est techniquement impossible.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection le rapport de l'APAVE du 27/08/2024 pour une mesure réalisée le 29/04/2024. **La part des émissions diffuses n'est pas calculée.**

Les résultats sont les suivants :

	Concentration - extrudeuse n° 2
Poussières	0,27 mg/Nm ³
COVNM	0 mg/Nm ³ (le résultat semble erroné car CH ₄ > COVT – un contact a été pris avec le laboratoire, lequel n'a pas encore repris contact avec l'Inspection) <u>L'exploitant doit se rapprocher du laboratoire à ce sujet.</u>
COV de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	0,083 mg/Nm ³
Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49,	COV à phrases de risque : R45 R46 R49 R60 R61 OU H340 H350 H360d H360f : 0,0825 mg/Nm ³

R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetées R40 ou R68	COV à phrases de risque : R40 R68 OU H341 H351 : 0,0762 mg/Nm ³
<p>La dernière mesure (avril 2024) date de moins d'un an. Le délai d'un mois pour la transmission du rapport n'était pas échu au jour de la visite. Néanmoins, l'exploitant ne transmet pas les mesures qu'il fait réaliser. <u>Observation n° 5 : L'exploitant transmettra dans le délai imparti tout rapport de mesures. La part des émissions diffuses doit être intégrée.</u></p>	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Demande d'action corrective	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 14 : Gestion des déchets réceptionnés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2019, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Admissibilité des déchets</p> <p>Seuls les déchets de plastique non dangereux sont admis</p> <p>II. Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.</p> <p>L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. À défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte.</p> <p>Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; <ul style="list-style-type: none"> - code du déchet conformément à l'annexe II de <u>l'article R. 541-8 du code de l'environnement</u> ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère

dangereux ;

b) Essais à réaliser :

En cas de doute sur la qualification du déchet, l'exploitant se réserve le droit de demander des essais complémentaires sur le déchet en cause.

c) Dispositions particulières :

Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.

Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.

L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.

III. Procédure d'admission

L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :

- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;
- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.

c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.

d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :

- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou
- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.

L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.

Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.

Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.

<p>Constats :</p> <p><u>Fait avec suite n° 11 : L'exploitant ne réalise aucune des prescriptions concernant la réception des déchets qu'il utilise comme matières premières.</u> <u>L'exploitant mettra en place les prescriptions concernant l'admission des déchets sur son site.</u></p> <p>L'exploitant a indiqué que les déchets de plastiques qu'il utilise comme matières premières sont traitées rapidement.</p> <p><u>Observation n° 6 : l'exploitant doit être en capacité de connaître le temps d'entreposage des déchets.</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le volume de ses stockages. L'exploitant a indiqué par courriel du 9 septembre en fin d'après-midi que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le volume des matières stockées dans l'atelier de production n°8 est de 360 m³. • Le volume des granulés stockés dans le bâtiment n°1 (produits finis) est de 570 m³. • Le stockage (produits finis) entre bâtiment N°1 et la limite de propriété a un volume de 528 m³. • Le stockage produit entrant situé vers le merlon a un volume de 2100 m³. <p>Les stockages de déchets entrants comme matières premières respectent les quantités fixées à l'arrêté, d'après les éléments transmis par l'exploitant.</p> <p>Néanmoins, l'exploitant n'a pas indiqué le volume de stockage effectué sous l'auvent à côté du bâtiment 4.</p> <p><u>Observation n° 7 : L'exploitant fournira à l'Inspection sous un délai maximal d'un mois un plan de son site avec les volumes de stockage de chaque zone (palettes en bois, déchets de plastique, matières plastiques régénérées.</u></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : activités autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2004, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, rubriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société ACK PLASTIQUES, dont le siège social est situé au 21, rue Jean Jaurès 59730 BRIASTRE, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de BRIASTRE, à la même adresse, les installations suivantes :</p>

Rubrique	Désignation de l'activité	Nouvelle capacité à prendre en compte	A : Autorisation E : Enregistrement D : Déclaration NC : Non Classée
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques <u>2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794 et 2971</u> . La quantité de déchets traités étant : 1-supérieure à 10t/j	La quantité de déchets de plastique traitée est égale à 50 t/j .	A
2661-1b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j	Transformation de déchets de plastiques prétraités par extrusion pour 50 t/j .	E
2663-2	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : 1. A l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : c) Supérieur ou égal à 1 000 m ³ mais inférieur à 10 000 m ³ .	<ul style="list-style-type: none"> – 1 stockage intérieur des produits régénérés de 1000 m³, – 1 stockage de 4 silos de 42 m³ chacun – 1 silo extérieur de granulés régénérés de 120 m³. Total : 1288 m³	D
1532	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public.	Le volume de palettes stockées à l'extérieur est égal à 50 m³	NC
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b.	La puissance installée de l'ensemble des machines fixes de l'atelier mécanique est égale à 28 kW . <u>Détail :</u> <ul style="list-style-type: none"> – 1 tour de 5 kW, – 1 fraiseuse de 7 kW, – 1 rectifieuse de 15 kW, 1 perceuse de 1 kW Total : 28 kW	NC

Constats :

Seules les rubriques mentionnées ci-dessous ont été vérifiées.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le volume de ses stockages. L'exploitant a indiqué par courriel du 9 septembre en fin d'après-midi que :

- Le volume des matières stockées dans l'atelier de production n°8 est de 360 m³.
- Le volume des granulés stockés dans le bâtiment n°1 (produits finis) est de 570 m³.
- Le stockage (produits finis) entre bâtiment N°1 et la limite de propriété a un volume de 528 m³.
- Le stockage produit entrant situé vers le merlon a un volume de 2100 m³.

L'arrêté ne prévoit aucun stockage de produits finis en extérieur en dehors des silos.

Or, l'exploitant stocke 528 m³ de produits finis (rubrique 2663) en limite de propriété. De plus, ces stockages pourraient impacter les terrains adjacents en cas d'incendie.

Fait avec suite n°12 : L'exploitant stocke en masse des produits finis en extérieur. L'exploitant organisera son stockage de produits régénérés comme prévu dans son arrêté d'autorisation, à savoir aucun stockage extérieur sous un délai maximal d'un mois.

Observation n° 8 : Si l'exploitant souhaite modifier ses conditions d'exploitation, il peut déposer un porter un connaissance au préfet avec tous les éléments d'appréciation et justification de la réglementation applicable.

Concernant les rubriques 2791 et 2661, lors de la visite, l'exploitant a donné un ordre de grandeur de 60 t/j en production.

Par courriel du 9 septembre 2024, il a indiqué à l'Inspection une production journalière de granulés moyenne de 50 tonnes.

Observation n° 9 : L'exploitant doit être en mesure de fournir précisément de façon journalière sa production réelle. Aussi, l'exploitant doit répertorier sa production exacte journalière. L'exploitant fournira les productions REELLES au cours des 30 derniers jours, et si possible au cours des 3 derniers mois sous un délai maximal d'un mois.

Il est rappelé que les seuils des rubriques de la nomenclature des installations classées sont par rapport à un maximum et non des moyennes lissées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Installation de stockage de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 511-9

Thème(s) : Situation administrative, rubrique 2760

Prescription contrôlée :

rubrique 2760

Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 :

1. Installation de stockage de déchets dangereux autre que celle mentionnée au 4	(A-2)
2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 :	
a) Dans une implantation isolée au sens de l'article 2, point r) de la directive 1999/31/ CE, et non soumise à la	(E)

rubrique 3540	
b) Autres installations que celles mentionnées au a	(A-1)
3. Installation de stockage de déchets inertes	(E)
4. Installation de stockage temporaire de déchets de mercure métallique Pour la rubrique 2760-4 : Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	(A-

Constats :

L'Inspection a constaté sur le site des gravats (qui semblent inertes) qui sont stockés depuis plus de 3 ans.



Il est supposé qu'il s'agit de déchets produits sur le site et ne provenant pas de l'extérieur.

Conformément à note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets dans sa version du 27 avril 2022 :

« La durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés même s'ils sont entreposés sur le site de production. Ces délais résultent de l'application de la directive n°1999/31/CE relative aux décharges, transposée en droit national par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux. Si les durées d'entreposage sont supérieures, les installations relèvent d'un classement en installations de stockage de déchets sous la rubrique 2760. »

Aussi, le site relève à minima du régime de l'enregistrement pour ce stockage de déchets.

Fait avec suite n° 13 : L'exploitant évacuera ces déchets de gravats dans une filière régulièrement autorisée sous un délai maximal de 3 mois ou à défaut déposera le dossier requis pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets sous un délai maximal de 3 mois. L'exploitant avertira l'Inspection de son choix entre l'évacuation et une éventuelle régularisation

<u>sous un délai maximal de 15 jours.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours